

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/W/23
14 septembre 2003

(03-4939)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: anglais

PARAGRAPHE 18 DU PROJET DE TEXTE MINISTÉRIEL (JOB(03)/150/REV.2) - PETITES ÉCONOMIES

Proposition conjointe des pays en développement sans littoral¹

(Afghanistan, Arménie, Azerbaïdjan, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Burkina Faso, Kazakhstan, Malawi, Mali, Mongolie, Ouganda, Paraguay, République kirghize, Rwanda, Swaziland, Zambie et Zimbabwe)

La délégation du Paraguay a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 13 septembre 2003, au nom des délégations mentionnées ci-dessus.

Texte original

Petites économies

Nous réaffirmons notre attachement au Programme de travail sur les petites économies et demandons instamment aux Membres d'adopter des mesures spécifiques qui faciliteraient l'intégration plus complète des petites économies vulnérables dans le système commercial multilatéral. Nous prenons note du rapport du Comité du commerce et du développement réuni en Session spécifique sur le Programme de travail sur les petites économies au Conseil général et des recommandations qui y figurent. Nous donnons pour instruction au Comité du commerce et du développement, sous la responsabilité globale du Conseil général, de poursuivre les travaux dans le cadre des sessions spécifiques en vue de les achever dès que possible mais au plus tard le 1^{er} janvier 2005. Nous donnons pour instruction au Conseil général de faire rapport sur les progrès accomplis et les mesures prises, avec toutes autres recommandations selon qu'il sera approprié, à notre prochaine session.

Texte suggéré

Petites économies

Nous réaffirmons notre attachement au Programme de travail sur les petites économies et demandons instamment aux Membres d'adopter des mesures spécifiques qui faciliteraient l'intégration plus complète des petites économies vulnérables, **y compris les pays en développement sans littoral**, dans le système commercial multilatéral. Nous prenons note du rapport du Comité du commerce et du développement réuni en Session spécifique sur le Programme de travail sur les petites économies au Conseil général et des recommandations qui y figurent. Nous donnons pour instruction

¹ Les pays en développement sans littoral comprennent un groupe de pays en développement, de pays les moins avancés et de pays à économie en transition.

au Comité du commerce et du développement, sous la responsabilité globale du Conseil général, de poursuivre les travaux dans le cadre des sessions spécifiques en vue de les achever dès que possible mais au plus tard le 1^{er} janvier 2005. Nous donnons pour instruction au Conseil général de faire rapport sur les progrès accomplis et les mesures prises, avec toutes autres recommandations selon qu'il sera approprié, à notre prochaine session.

ANNEXE**COMMUNIQUÉ DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT SANS LITTORAL**

Afghanistan, Arménie, Azerbaïdjan, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Burkina Faso, Kazakhstan, Laos, Malawi, Mali, Mongolie, Ouganda, Paraguay, République kirghize, Rwanda, Swaziland, Zambie et Zimbabwe

Cancún (Mexique) - 13 septembre 2003

1. Les Ministres des pays en développement sans littoral, participant à la cinquième session de la Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, avec la ferme volonté de travailler conjointement avec les Membres de l'OMC, conviennent de procéder à une réforme substantielle du système commercial multilatéral, dans le but d'établir des règles commerciales plus justes et plus équitables, compte tenu spécialement de la situation particulière des pays en développement sans littoral.
2. Les pays en développement sans littoral, en tant que petites économies vulnérables, se trouvent dans une situation géographique unique, qui implique des frais de transport et de transaction plus élevés pour leurs marchandises et services, ce qui limite leur compétitivité. Dans ce contexte, une facilitation des échanges efficace et un accès aux marchés préférentiel effectif pour leurs produits sur les marchés internationaux sont des priorités pour ces pays, qui appellent une coopération plus étroite de la communauté internationale et, en particulier, des Membres de l'OMC.
3. La récente Conférence ministérielle internationale des pays en développement sans littoral et de transit et des pays donateurs et des organismes internationaux de financement et de développement sur la coopération en matière de transport de transit, organisée dans le cadre des Nations Unies et tenue à Almaty (Kazakhstan) les 28 et 29 août, a recommandé que soient soumises à l'OMC pour examen les questions critiques ci-après qui atténueront les difficultés auxquelles se heurtent aujourd'hui les marchandises et les services des pays en question:
 - a. La mise en œuvre du paragraphe 35 de la Déclaration de Doha, qui donne pour mandat au Conseil général de l'OMC de réexaminer le programme de travail et de faire des recommandations en vue d'une action à la cinquième session de la Conférence ministérielle pour traiter les questions liées au commerce des petites économies vulnérables et à leur pleine intégration dans le système commercial multilatéral.
 - b. Le commerce est un moteur de développement économique important. Il faut donc des dispositions spéciales pour atténuer les handicaps et permettre une participation accrue des pays en développement sans littoral au commerce international, qui est cruciale pour leurs perspectives de développement.
 - c. Il est important de prendre en compte la demande présentée par les pays en développement sans littoral visant à ce que, dans les négociations en cours sur l'accès aux marchés pour les produits agricoles et non agricoles et les services, il soit envisagé d'accorder l'accès en franchise de droits et sans contingent pour tous les produits originaires des pays en développement sans littoral.
 - d. La nécessité de prévoir une facilitation des échanges effective pour les pays en développement sans littoral, qui pourrait accélérer les procédures douanières à la frontière et dans les pays de transit, vers les ports maritimes.

- e. L'accession des pays en développement sans littoral à l'OMC devrait être encore accélérée, étant entendu qu'ils ont besoin d'un traitement spécial et différencié concernant leur accession.
 - 4. Nous accueillons avec satisfaction l'accession du Royaume du Népal à l'Organisation mondiale du commerce.
 - 5. Enfin, les Ministres demandent ici à Cancún qu'un programme de travail spécial et une catégorie développement soient établis sous les auspices du Conseil général de l'OMC pour examiner les questions liées au commerce des pays en développement sans littoral, en particulier pour ce qui est de la facilitation des échanges, du transport, du plein accès aux marchés, et de l'aide financière et du renforcement des capacités.
-